

faut adopter une attitude entièrement nouvelle pour s'adapter aux réalités, être capable de prévoir les tendances futures, car le dynamisme de la technique risque de plus en plus de créer des situations déconcertantes pour lesquelles on n'aura prévu aucune solution. En dépit de ces considérations quelque peu pessimistes, la délégation espagnole pense que la communauté internationale sera capable de

relever le défi et que, malgré l'incertitude et le découragement, elle saura reconnaître l'interdépendance de ses membres et apporter une aide efficace aux pays en voie de développement.

La séance est levée à 17 h 15.

1911^e séance

Jeudi 11 juillet 1974, à 10 h 15

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1911

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (suite) [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. ZURAYKAT (Jordanie) dit que la discussion engagée à propos des relations économiques et sociales internationales est peut-être la plus importante de l'histoire contemporaine, car les souffrances des deux tiers de la population mondiale y sont évoquées. De plus, ces relations ont des répercussions sur la paix et la sécurité. D'ailleurs, à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, les délégations ont été unanimes à reconnaître qu'il ne pouvait y avoir de paix et de sécurité internationales tant que subsistaient les énormes inégalités caractérisant la répartition de la richesse. Le paupérisme, la malnutrition, la pénurie alimentaire et la dégradation de l'environnement sont les traits saillants du système actuel. L'inflation mondiale interdit pratiquement toute amélioration des conditions de vie des peuples, surtout dans les pays en voie de développement qui sont plus vulnérables aux influences extérieures. Un grand nombre de ces pays sont maintenant dans la quasi-impossibilité de payer leurs importations. Les mesures intérieures adoptées par les pays développés pour lutter contre l'inflation constituent un obstacle supplémentaire à la croissance économique et aux échanges internationaux. Les crises récentes du système monétaire international ont aggravé tous ces problèmes. Il n'y a donc rien de surprenant à ce qu'à sa session extraordinaire l'Assemblée générale ait jugé le système économique actuel inacceptable et condamné. C'est au stade de la mise en œuvre que se fera sentir l'effet réel du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adopté à cette session. C'est pourquoi M. Zuraykat invite instamment le Conseil à tracer le cadre nécessaire et à coordonner les activités des organisations et institutions dont relève cette mise en œuvre.

2. L'un des grands thèmes des débats de la session extraordinaire a été l'interdépendance de tous les pays. L'évolution récente de la conjoncture économique mon-

diale a montré que la prospérité de la communauté internationale tout entière était fonction de la prospérité des éléments qui la composent. C'est dire que toutes les nations doivent favoriser la coopération internationale en vue du développement. La communauté internationale doit donner un sens concret à la notion d'interdépendance. Une ferme volonté politique est indispensable pour modifier de quelque manière que ce soit les relations économiques actuelles.

3. Une autre des questions qui ont été au centre des discussions de la session extraordinaire intéresse la répartition équitable de la richesse, ainsi que l'utilisation juste et rationnelle des ressources mondiales. Les tâches immenses auxquelles font face les pays en voie de développement les plus cruellement touchés par la récente crise économique doivent retenir l'attention de la communauté internationale tout entière. Le rapport du Comité *ad hoc* du Programme spécial (E/5555) est décevant, et M. Zuraykat espère qu'on pourra progresser plus rapidement vu le caractère d'urgence du Programme spécial.

4. La Jordanie s'est prononcée pour la convocation, en 1975, d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement, et elle appuie la proposition de désigner un comité auquel il appartiendrait de préparer cette session et d'en établir l'ordre du jour. Les travaux des grandes conférences tenues dans l'intervalle, comme la Conférence mondiale de l'alimentation et la Conférence mondiale de la population, devraient fournir d'utiles éléments de discussion lors de cette session extraordinaire.

5. L'inflation, le système monétaire international et le rôle de la science et de la technique dans le développement sont également des sujets à aborder dans toute discussion relative au développement économique. Il n'existe encore pas de formule constituant la solution du problème de l'inflation. Toute politique adoptée en vue de la juguler doit avoir un caractère essentiellement mondial et à long terme, puisque toutes les mesures à court terme prises ces dernières années ont donné des résultats décevants. En freinant la croissance économique et la production, on engendre le chômage et, par ailleurs, le blocage des prix et des salaires a

de fâcheuses répercussions sur le commerce international. L'absence de stabilité des taux de change a sérieusement entravé le développement des échanges internationaux et le faible volume des liquidités internationales a gêné le progrès économique de bien des pays. Il est indispensable d'établir un lien entre les DTS et l'aide au développement. En outre, on ne saurait trop souligner l'importance de la science et de la technique. La Jordanie a pris acte avec satisfaction du rapport du Comité de la science et de la technique au service du développement sur sa deuxième session (E/5473).

6. L'opération d'examen et d'évaluation, à mi-chemin de la Décennie, de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement revêtira une importance toute particulière, et les travaux préparatoires correspondants devraient faciliter la tâche de l'Assemblée générale, à sa session extraordinaire de 1975. Cet examen restera incomplet s'il n'englobe pas l'étude du rôle des sociétés multinationales qui ont fait l'objet d'un excellent rapport du Groupe de personnalités chargé d'étudier le rôle de ces sociétés sur le développement et sur les relations internationales (E/5500/Add.1). Etant donné la complexité des opérations des sociétés multinationales, il n'y a pas de solution unique aux problèmes mis en jeu, mais le fait que l'opinion publique est de plus en plus consciente de ces problèmes facilitera la discussion des moyens permettant aux sociétés de mieux contribuer au progrès des pays en voie de développement. M. Zuraykat accueille avec satisfaction les recommandations contenues dans le rapport (première partie, chap. III), notamment celles qui prévoient la création d'une commission des sociétés multinationales et d'un centre d'information et de recherche, au sein du Secrétariat de l'ONU.

7. La Jordanie approuve sans réserve la notion de sécurité économique collective, encore que les réalités de l'heure n'en laissent guère entrevoir la concrétisation. Le rapport du Secrétaire général en la matière (E/5529) contient d'abondants renseignements et, jusqu'à un certain point, les quatre grandes tâches proposées aux institutions internationales représentent l'essentiel des idées qui se dégagent de la discussion en cours. Le concept de sécurité économique collective est appelé à tenir une grande place dans les travaux concernant le projet de Charte des droits et devoirs économiques des Etats. La sécurité économique collective est plus qu'une notion pour la Jordanie qui, depuis des années, connaît les amertumes de l'insécurité économique. La croissance économique de ce pays, dont le taux annuel s'était maintenu aux environs de 10 p. 100 pendant de nombreuses années, dans le contexte de prix relativement stables, a été interrompue par l'agression israélienne de 1967 et l'occupation de la rive occidentale du Jourdain. Grâce à la sagesse de ses dirigeants et au labeur de son peuple, la Jordanie a pu entreprendre un nouvel effort de développement, et elle exécute aujourd'hui un plan triennal de développement économique et social portant sur la période 1973-1975. Les objectifs de ce plan en ce qui concerne l'investissement et la performance économique pour la première année ont été dépassés.

8. Les organismes des Nations Unies ont apporté une contribution inestimable au maintien de la paix et de la

sécurité internationales. Ils doivent aujourd'hui relever un nouveau défi, celui qu'impliquent les grandes problèmes économiques du monde. Il convient par conséquent d'entreprendre la réévaluation et la rationalisation du système pour lui permettre de continuer à servir la cause de l'humanité. La coordination des activités de l'ensemble des organismes des Nations Unies est de toute première importance. M. Zuraykat estime qu'il faut se féliciter de la création de la CEAO, et il espère que l'on augmentera les ressources financières de cette commission pour lui permettre de mener à bien son programme de travail.

9. M. SILVA DAVIDSON (Chili) signale que sa délégation a reçu les documents concernant les questions à l'ordre du jour beaucoup trop tard pour pouvoir en faire une étude approfondie. L'intervalle qui s'est écoulé entre le moment où ces documents lui sont parvenus et l'ouverture de la session a été bien inférieur aux six semaines prévues par le règlement.

10. La présente session du Conseil doit être le point de départ de l'action prompt et efficace qu'exigent les circonstances actuelles. Le Gouvernement chilien partage les vues exprimées par les pays en voie de développement à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, telles qu'elles ressortent de la Déclaration et du Programme d'action qui y ont été adoptés. Il compte collaborer avec ces pays à l'instauration d'un nouvel ordre économique international et joindra ses efforts aux leurs pour la conclusion, entre pays en voie de développement, d'accords destinés à protéger leurs produits primaires et à renforcer les dispositions en vigueur. Le Programme d'action doit être mis en œuvre grâce à une utilisation rationnelle des moyens dont dispose chaque organe des Nations Unies.

11. M. Silva Davidson estime, comme les orateurs précédents, que dans le nouveau contexte où la confrontation a fait place à la négociation entre pays en voie de développement et pays développés, ces derniers doivent faire preuve de plus de compréhension et coopérer sans réserve aux efforts déployés pour atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement, de la résolution sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international et des résolutions adoptées en la matière par d'autres organes des Nations Unies. Il faut que cette coopération se fonde sur les principes de l'interdépendance et de la solidarité dont doivent s'inspirer toutes les décisions du Conseil. Les problèmes que pose l'écart toujours plus marqué entre pays développés et pays en voie de développement rendent d'autant plus nécessaire la coopération entre toutes les nations si l'on veut guérir les maux économiques et sociaux dont souffre la majeure partie de l'humanité.

12. Le Chili condamne toute ingérence des sociétés multinationales dans les affaires intérieures d'un pays, quel qu'il soit. Le rapport du Groupe de personnalités est de nature à aider tous les gouvernements. La question appelle certainement une étude suivie de la part des gouvernements et aussi de la part du Conseil, mais il ne semble pas nécessaire, au stade actuel, de créer une commission des sociétés multinationales comme le propose le rapport. Il convient toutefois de s'engager sérieusement dans la préparation, pour ces sociétés, d'un code de conduite ayant force

obligatoire. Le Chili a ouvert ses portes au capital étranger et élabore actuellement une nouvelle réglementation des investissements qui n'imposera aucune restriction aux entrées ou sorties de capitaux, pour autant que la souveraineté nationale chilienne soit respectée, non plus qu'aux secteurs auxquels peuvent aller les capitaux, à l'exception bien entendu de ceux que le gouvernement considère comme stratégiques. Conformément à sa politique de respect des traités internationaux, le Gouvernement chilien continuera à appliquer la Décision No 24 de l'Accord de Cartagène¹, et les règles qui y sont énoncées détermineront les formes de l'investissement étranger en exécution des dispositions applicables exclusivement au commerce sous-régional.

13. Le Chili voit avec une vive préoccupation la lenteur des progrès accomplis dans la voie d'une réforme du système monétaire international, dont la nécessité a été amplement démontrée. Dans ce contexte, il convient d'étudier en priorité la question de l'établissement d'un lien entre les DTS et l'aide au développement. De leur côté, les négociations commerciales multilatérales, qui ont suscité de grands espoirs, n'avancent guère. Ces négociations offrent la possibilité de faire droit aux demandes légitimes des pays en voie de développement touchant l'octroi des concessions commerciales spéciales recommandées dans la Déclaration des ministres du GATT, signée à Tokyo.

14. Les efforts peu enthousiastes de la communauté internationale pour atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement sont aussi une source d'inquiétude. La dégradation de la situation économique, accentuée par l'inflation accélérée dont souffre plus particulièrement l'économie vulnérable des pays en voie de développement, donne un caractère d'urgence accru à la réalisation de ces objectifs. En outre, avec la crise aiguë de l'énergie, il est indispensable d'aider sans retard les pays en voie de développement les plus sérieusement touchés en assurant un transfert effectif de ressources.

15. Les besoins accrus dans le domaine alimentaire posent un autre problème grave et particulièrement épineux. Il ne peut y avoir de sécurité sur les plans social et économique aussi longtemps que des populations sont sous-alimentées et privées de l'essentiel. C'est pourquoi la prochaine Conférence mondiale de l'alimentation revêt une importance capitale.

16. Aux prises avec des problèmes communs à tous les pays en voie de développement, le Gouvernement chilien a adopté des mesures constructives dont le mérite n'est malheureusement pas pleinement reconnu à l'étranger, en raison de certaines campagnes tendancieuses. Le développement économique et social du Chili a été brutalement interrompu et ses racines ont été tranchées par les circonstances que l'on sait. Le gouvernement actuel, encourageant la libre concurrence, relance l'essor d'une nation qui a su défendre sa liberté. Travailleurs et employeurs coopèrent avec le gouvernement dans l'accomplissement de cette tâche pour assurer, non seulement leur propre bien-être, mais

aussi le progrès du pays. Conformément au principe de l'autodétermination cher à toute société nationaliste, le Gouvernement chilien n'applique aucun principe doctrinaire ni aucune philosophie d'origine étrangère. Le Chili fonde son développement économique et social sur ses traditions et sur les valeurs nationales. Il est prêt à établir des contacts avec toutes les autres nations, sans s'ingérer dans leurs affaires intérieures, et compte qu'on agira de même envers lui. Dans les circonstances actuelles, la coopération internationale est particulièrement importante pour le Chili.

17. M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela) dit qu'après l'adoption, à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, de la Déclaration et du Programme d'action qui jettent les bases d'un nouvel ordre économique international, les activités de tous les organismes, instituts et organes subsidiaires de l'ONU et des institutions qui lui sont rattachées doivent être orientées vers l'application effective de ces textes. A sa présente session, le Conseil économique et social doit faire avancer le processus amorcé par l'Assemblée générale. Certes, les résolutions pertinentes n'ont pas été adoptées par l'Assemblée sans un certain nombre de réserves, mais l'appui écrasant dont elles ont bénéficié leur donne une importance sans précédent dans le domaine économique depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement.

18. Pour M. Pérez Guerrero, le fait que les résolutions n'ont pas rallié l'unanimité tient à la nature même de la tâche, qui ne pouvait pas être menée à bien au cours d'une seule session de l'Assemblée. Toute tentative d'innovation se heurte à une résistance chez ceux qui se raccrochent instinctivement aux privilèges dont ils ont joui dans le passé. M. Pérez Guerrero est persuadé que cette résistance cédera progressivement lorsqu'il deviendra évident que l'ordre ancien s'écroule sans espoir de retour. Aucun ordre nouveau offrant des possibilités réelles aux pays pauvres et favorisant la stabilité de l'économie mondiale ne peut s'écarter beaucoup des grandes lignes tracées dans la Déclaration et le Programme d'action. Les aménagements à apporter aux institutions et aux procédures se feront à mesure de l'exécution du Programme d'action. Il ne fait aucun doute que l'application effective du Programme exige que tous les pays, quel que soit leur système économique et social, soient disposés à coopérer pour instaurer le nouvel ordre économique international. Les efforts en ce sens sont dirigés, non pas contre tel ou tel pays particulier mais contre tout l'ancien système.

19. L'instauration d'un nouvel ordre économique est à l'étude, mais il est indéniable que presque toutes les idées devant y trouver leur expression ont été maintes fois examinées par les organes des Nations Unies, depuis au moins dix ans, et que nombre d'entre elles figurent déjà dans la Stratégie internationale du développement, qu'il faut adapter maintenant aux besoins de l'heure. Les dix-huit mois à venir seront une période critique pour l'humanité. Il s'agira en effet de procéder à l'examen et à l'évaluation, à mi-chemin de la Décennie, de la deuxième Décennie du développement, opération dont l'aboutissement sera la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1975, qui aura des répercussions sur la trentième session de l'Assemblée générale et sur la quatrième session

¹ Accord d'intégration sous-régional (Pacte andin), signé le 26 mai 1969.

de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lesquelles devront décider des mesures à prendre pour atteindre nombre des objectifs essentiels du nouvel ordre économique. Un effort unanime et concerté s'impose de la part de tous les membres de la communauté internationale et de tous les éléments constituant le système des Nations Unies.

20. Pour le moment, ce qu'il faut, c'est donner effet dans la pratique au Programme spécial de mesures d'urgence et à la série de changements structurels qui constituent le nouvel ordre économique. Les deux éléments font partie d'un tout indissociable et ne peuvent pas être envisagés séparément. Il semble parfois que ceux qui insistent sur le premier au détriment du second mettent véritablement en doute la nécessité de changements fondamentaux dans les relations économiques internationales, lesquelles ont jusqu'à présent desservi les intérêts des pays en voie de développement.

21. Il est essentiel que les changements nécessaires résultent de négociations commerciales multilatérales et de la réforme du système monétaire international, notamment de l'établissement d'un lien entre les DTS et les moyens de financement additionnel du développement. Les problèmes à traiter ont une importance vitale pour les pays en voie de développement, qui veulent voir s'instaurer une étroite coopération entre le GATT, le FMI et la CNUCED, en raison de l'interdépendance des questions commerciales, monétaires et financières, notamment de celles qui influent sur le financement du développement. L'interdépendance de ces problèmes ainsi que celle des pays eux-mêmes est apparue clairement lors des événements récents, notamment à la suite de la pénurie réelle ou potentielle de beaucoup de matières premières et de produits alimentaires.

22. Ces pénuries sont généralement reconnues, encore que dans des cas comme celui du pétrole, certains milieux aient répandu l'idée de réserves prétendument abondantes pour provoquer une baisse des prix. Un des bons résultats de la crise de l'énergie a été d'entraîner un fléchissement de la demande de pétrole qu'il faut espérer permanent car les ressources, qui sont loin d'être illimitées, ont été gaspillées jusqu'à présent. Les cours ont été maintenus artificiellement bas par des tractations entre les compagnies pétrolières et les gouvernements des principaux consommateurs. Ces manipulations, qui ne visaient sûrement pas à servir les intérêts des pays en voie de développement importateurs, ont disloqué gravement l'économie de ces pays et aussi celle des grands pays consommateurs. L'inflation et d'autres facteurs ont fait monter le prix du pétrole jusqu'à un niveau qu'ont aurait dû atteindre auparavant et de façon moins brutale. La discipline dont ont fait preuve les pays exportateurs a maintenu les prix stables depuis le début de 1974, ce qui implique une réduction de plus de 5 p. 100 en valeur réelle. La hausse du prix du pétrole a été favorisée par l'inflation généralisée et a incontestablement contribué, avec d'autres facteurs, à la poussée inflationniste mondiale, mais on ne saurait prétendre que l'inflation n'aurait pas continué si le cours du pétrole n'avait pas monté.

23. L'établissement d'une relation entre le prix des produits primaires en général et celui des produits manufacturés devrait aider les pays industrialisés à juguler l'inflation qu'ils exportent vers les pays en voie de

développement, au détriment de l'économie de ces derniers, et devrait être avantageuse pour toutes les parties. Conformément à la politique globale des matières premières ébauchée dans le Programme d'action, cette relation pourrait être établie par une intervention opportune sur le marché accompagnée, au besoin, d'une compensation financière suffisante. Certes, la chose présente des complications inévitables, mais il est difficile d'envisager une bonne formule de rechange.

24. Le transfert de précieuses ressources à leurs propriétaires légitimes a créé une situation nouvelle. Le Venezuela est prêt à participer à des discussions devant n'importe quelle instance appropriée des Nations Unies en vue d'atteindre les deux objectifs suivants : premièrement, mettre un terme à l'inflation mondiale par une action conjointe et concertée, engageant surtout ceux qui en sont les principaux responsables et qui ont les ressources les plus importantes, en vue d'éviter une dépression qui bouleverserait l'économie internationale; deuxièmement, recycler une grande partie des excédents financiers pour atténuer les difficultés des nombreux pays du tiers monde dont l'inflation a freiné le développement. Dans ces pays, le développement est entravé par des termes de l'échange défavorables en raison de la chute des cours des produits de base et de l'apport insuffisant de capitaux en provenance des pays qui continuent à détenir la plus grande part des richesses mondiales.

25. Le fait que quelques pays en voie de développement, en tant qu'exportateurs de pétrole, disposent d'importantes ressources, devrait être à l'avantage de tous les pays du tiers monde. Ce n'était pas le cas lorsque ces ressources étaient aux mains des pays développés, dont le seul souci était d'augmenter leurs propres richesses. Heureusement, nombre de ces pays reconnaissent que cette époque est bel et bien révolue et qu'à la longue le changement servira les intérêts de tous. Jusqu'à présent, l'idée de la solidarité humaine n'a pas trouvé d'écho auprès des pays développés; le Venezuela, de même que les autres pays exportateurs de pétrole, considère comme une obligation inéluctable de contribuer efficacement au respect du principe fondamental de la solidarité du tiers monde, condition indispensable de la solidarité de l'humanité.

26. Le Gouvernement vénézuélien a annoncé une contribution de 100 millions de dollars au Programme spécial des Nations Unies. Il versera 500 millions au fonds d'affectation spéciale qui sera créé par la BID. Il versera en outre 150 millions au total aux fonds d'affectation spéciale de la Société andine de développement de la Banque centre-américaine d'intégration économique et de la Banque de développement des Caraïbes, et pour cette dernière, il constituera un fonds spécial de 10 millions de dollars. Il a également annoncé une contribution de 450 millions de dollars sous forme de DTS — ce qui équivaut à 540 millions de dollars — au FMI pour l'arrangement pétrolier. Le Venezuela regrette qu'on n'ait pas pu obtenir l'accord des pays industrialisés pour puiser dans les fonds ordinaires du FMI à cette fin, car cela aurait permis d'étendre les activités correspondantes et aurait assoupli d'autant les conditions de prêt. Les contributions annoncées par le Venezuela jusqu'à présent s'élèvent à 1,3 milliard de dollars. En outre, le Venezuela envisage de faire une contribution au Fonds de

l'OPEP qui doit être établi à la fin de 1974. Il a créé un fonds d'investissement qui lui permettra d'investir une bonne partie de ses capitaux dans le pays et à l'étranger. Le Gouvernement a l'intention d'aider à l'exécution de projets de développement agricole et industriel dans d'autres pays du tiers monde, agissant ainsi en accord avec l'un des objectifs du Fonds de l'OPEP, qui est de renforcer la coopération internationale.

27. Un des principaux soucis du Gouvernement vénézuélien est de veiller à ce que le produit de la vente du pétrole ne fonde pas comme neige au soleil du fait de l'inflation mondiale et de l'instabilité monétaire, d'autant plus que le pétrole est une ressource non renouvelable dont la production doit être réglementée en fonction des divers usages qui en sont faits. Les pays producteurs sont conscients de leurs responsabilités envers leur propre peuple et envers l'humanité en général, responsabilités qui les obligent à suivre une saine politique de conservation. Cette politique doit être envisagée dans le cadre d'une politique générale applicable aux ressources renouvelables et non renouvelables dans un monde où tous les pays, de plus en plus interdépendants, ont des droits et des devoirs correspondant à leur niveau de développement et à leur situation géographique. La Charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui est en cours d'élaboration, tient compte de cette réalité. La richesse entraîne des responsabilités; pour durer, elle doit être partagée. La communauté internationale doit mieux répondre aux besoins des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des îles, et accorder une attention particulière aux pays victimes de catastrophes naturelles comme ceux du Sahara et du Sahel.

28. Des situations d'urgence de cet ordre ne seraient pas traitées au jour le jour, comme ce fut le cas jusqu'à présent, si l'on s'employait systématiquement à faire prévaloir la notion de sécurité économique collective qui procède du seul souci d'assurer un niveau de vie meilleur aux générations futures. Les privilèges existants, aussi bien dans les relations entre les pays qu'à l'intérieur de tel ou tel pays, devront être progressivement éliminés et il faudra tirer de leur condition de déshérités de nombreux pays et une grande partie des hommes. Le Gouvernement vénézuélien mène une politique visant à une meilleure distribution des richesses qui sont concentrées dans les mains de quelques-uns au détriment de la société tout entière ainsi empêchée d'accéder à une vie meilleure. Le Venezuela veut reprendre le contrôle de ses ressources naturelles conformément à sa législation interne, sans porter atteinte aux intérêts légitimes des entreprises étrangères qui travaillent dans le pays.

29. La délégation vénézuélienne se félicite du rapport du Groupe de personnalités chargé d'étudier le rôle des sociétés multinationales, dont les conclusions constituent un premier pas vers la réglementation et la surveillance des activités de ces entreprises, prévues dans le Programme d'action. Le Conseil devrait prendre les recommandations du Groupe comme point de départ de ses travaux.

30. La délégation vénézuélienne appuie les orateurs qui ont souligné la nécessité de mettre pleinement à profit l'occasion qui s'offre de hâter l'instauration du nouvel ordre économique en confiant des responsabilités précises aux organes compétents des Nations Unies. La route est déjà

tracée et il faut marcher au pas d'hommes convaincus qu'à moins de progrès rapides l'humanité risque d'être plongée dans une crise irrémédiable. La délégation vénézuélienne est persuadée que les doutes subsistant ici et là seraient dissipés par un franc dialogue suivi d'une action concertée. Le développement et la coopération économique internationale seront dorénavant le principal souci du monde. Ce qu'il faut pour le moment, c'est une prise de conscience de la part de tous et la volonté politique de prendre d'urgence des mesures coordonnées. M. Pérez Guerrero est certain que le Conseil s'acquittera de la tâche qui lui a été confiée.

31. M. OSANYA-NYYNEOUE (Observateur de l'Organisation de l'unité africaine), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le problème économique le plus pressant qui se posait à la communauté internationale à l'époque de la dernière session d'été du Conseil était celui de l'instabilité monétaire internationale. Or il ne s'est rien produit durant l'année écoulée dans le domaine monétaire international qui soit de nature à rassurer. Au contraire, le Directeur général du FMI (1905e séance) a lui-même admis que les tentations de réforme du Comité des Vingt du FMI n'avaient pas donné les résultats escomptés lors de la création du Comité.

32. Du fait de la crise de l'énergie, la situation économique se dégrade rapidement en de nombreuses parties du monde, laissant craindre le chaos. L'ombre qu'elle jette sur l'économie mondiale fait de cette crise le problème économique le plus urgent de l'heure.

33. Commentant la situation économique mondiale actuelle, experts et profanes ont fait deux observations qui devraient beaucoup intéresser le Conseil. La première est que la crise de l'énergie pourrait, en fin de compte, et contrairement aux apparences, être une bénédiction déguisée, au moins pour quelques pays. La seconde observation, plus fréquemment formulée, est que la crise de l'énergie a rappelé à la communauté internationale, avec plus de force qu'aucun autre événement, l'interdépendance des économies nationales et le fait que les fournisseurs de pétrole ne doivent pas perdre de vue leurs responsabilités à cet égard.

34. Que les économies nationales soient interdépendantes, cela est bien évident. Ce à quoi le Conseil devrait s'attacher, c'est à savoir si les rapports actuels d'interdépendance économique sont assez forts pour permettre de répondre aux aspirations légitimes de la vaste majorité de l'humanité. L'OUA ne le croit pas et estime que l'ordre économique actuel constitue le principal obstacle au développement.

35. Le président Boumediène a déclaré à juste titre qu'aux yeux de la vaste majorité de l'humanité, l'ordre économique actuel était tout aussi injuste et caduc que l'ordre colonial dont il tire son origine et sa substance et que, dans la mesure où il est maintenu et consolidé, où il continue par conséquent à se développer selon un processus qui ne cesse d'appauvrir les pauvres et d'enrichir les riches, il constitue le principal obstacle, réduisant à néant tout espoir de développement et de progrès pour tous les pays du tiers monde.

36. L'injustice qui imprègne aujourd'hui les relations économiques mondiales découle de la philosophie négative de "l'ordre établi", à laquelle certains pays développés restent fidèles. Cette philosophie, qui trouve son expression aux niveaux politique, militaire, économique et même culturel, peut être définie comme la conception des affaires mondiales selon laquelle il est normal que les pays développés, et certains autres pays qui leur sont attachés, dominent le reste du monde, sur les plans politique, militaire, économique et culturel.

37. Sans doute la philosophie de l'ordre établi n'est-elle jamais énoncée en termes aussi explicites, mais elle est très nettement décelable dans les actes de ses tenants. La situation explosive existant au Moyen-Orient et en Afrique du Sud, ainsi que le schéma des relations économiques internationales des vingt dernières années, sont des exemples édifiants de ce qu'est, en pratique, la philosophie de l'ordre établi.

38. C'est ainsi qu'au Moyen-Orient les tenants de cette philosophie s'acharnent à maintenir ce qu'ils considèrent comme un équilibre des forces entre les Arabes et Israël. Pour eux, il est normal qu'Israël ait la suprématie militaire dans la région, et les causes réelles du conflit sont, en général, volontairement passées sous silence, dans le dessein de promouvoir ce point de vue arbitraire et injuste. Peu importe, pour les adeptes de l'ordre établi, que leur position revienne à ignorer la question politique et morale qui est en jeu et dont la méconnaissance est à la base même du conflit dans la région, à savoir la question que pose le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés et la réintégration des Palestiniens dans leur droits. En fait, Israël est encouragé à poursuivre sa politique d'arrogance et d'expansionnisme flagrants à l'égard de ses voisins arabes.

39. La situation est comparable en Afrique du Sud où, dans les territoires soumis aux régimes racistes, illégaux et coloniaux d'Afrique du Sud, de Namibie, du Zimbabwe, du Mozambique et de l'Angola, 30 millions d'Africains sont cruellement opprimés par une minorité de 4 millions d'étrangers d'origine européenne. Comme au Moyen-Orient, ces régimes minoritaires tirent leur assurance et leur force de la certitude d'avoir le plein appui politique, militaire et matériel, sous toutes ses formes, de leurs cousins d'Europe occidentale et d'ailleurs, et les tenants de la philosophie de l'ordre établi jugent normale la situation inéquitable qui règne dans le sud de l'Afrique. Des appels à la patience, qui sont une insulte, sont fréquemment adressés aux peuples opprimés de ces territoires.

40. Du fait des récents événements politiques qui se sont produits au Portugal, la situation des territoires africains sous domination portugaise mérite une mention spéciale. Peu après la chute du régime fasciste au Portugal, M. Osanya-Nyenneque a publié, au nom de l'OUA, une déclaration dans laquelle il soulignait que quel que fût le Gouvernement du Portugal, la seule question intéressant l'Afrique était le retrait total du Portugal de tous les territoires africains occupés. L'OUA et les peuples africains des territoires en question rejettent la prétendue formule d'autodétermination que le Portugal vient d'essayer de faire admettre à la communauté mondiale. Le colonialisme, c'est l'occupation, et le seul moyen d'y mettre fin est le retrait

complet des territoires occupés. Il ne peut être question, entre colonisés et colonisateurs, de négociations sur le retrait de ces derniers; quant à la tactique dilatoire qui consiste à organiser un référendum pour déterminer si les peuples soumis souhaitent être indépendants, elle est encore moins acceptable. Si ces peuples ne voulaient pas être libres, ils n'auraient pas pris les armes pour essayer de chasser leurs colonisateurs.

41. Ce que M. Osanya-Nyenneque retient surtout de la lecture des documents concernant le point 24 de l'ordre du jour du Conseil, c'est que la majorité des institutions spécialisées et autres institutions internationales associées aux Nations Unies ne mettent guère d'enthousiasme à appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les organisations intéressées ont été invitées à s'acquitter de leur mission en coopérant avec l'OUA et en la consultant. Il ressort des archives de cette dernière, comme des documents des organisations intéressées elles-mêmes, que les résultats enregistrés en matière de coordination et de consultation ne sont guère brillants. Il serait lamentable que les organisations internationales aient succombé à la philosophie de l'ordre établi.

42. Dans le domaine économique, cette philosophie s'est appliquée à une échelle encore plus vaste et affecte la totalité des relations entre pays développés et pays en voie de développement. Ces derniers ont continué à produire des matières premières, qu'ils vendent à des prix anormalement bas que les pays développés fixent et maintiennent à ce niveau dans leur propre intérêt. Les pays développés vendent ensuite aux pays en voie de développement, à des prix qui ne cessent de s'élever, les articles manufacturés à partir de ces matières premières. Les pays en voie de développement sont donc plus ou moins perpétuellement perdants au jeu économique international, surtout depuis vingt ans.

43. De 1960 à 1970, le volume des exportations de l'Afrique a augmenté de 97 p. 100. Dans un contexte économique équitable, cela aurait représenté un progrès, mais étant donné les conditions d'injustice qui ont régné pendant la période en question, cette évolution favorable n'a finalement rien apporté à l'Afrique, la valeur de ses importations ayant augmenté plus vite que celle de ses exportations. Pour le continent dans son ensemble, l'indice des termes de l'échange s'établissait à 108 en 1960; il est ensuite tombé et demeuré en dessous de ce niveau pendant la plus grande partie de la décennie, pour remonter à 108 en 1970. Les chiffres relatifs au revenu national pendant cette période traduisent eux aussi un état de stagnation. L'étude des conditions économiques en Afrique, 1973, préparée par la CEA (E/5490) montre que la situation est restée mauvaise et que les résultats obtenus en matière de croissance sont très en deçà du niveau prévu pour la deuxième Décennie du développement.

44. Ces déplorable conditions qui règnent dans les pays en voie de développement sont le résultat de l'application inlassable de la philosophie de l'ordre établi par les pays développés. La quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés est parvenue à la

conclusion que l'obstination de la vaste majorité des pays développés à perpétuer l'ordre économique existant pour leur seul bénéfice et au mépris des aspirations des pays en voie de développement, avait pratiquement annihilé toute tentative de progrès. Craignant de perdre leur contrôle traditionnel sur l'économie mondiale, les adeptes de la philosophie de l'ordre établi ont protesté contre la hausse des prix de quelques matières premières — perceptible, mais nullement disproportionnée — enregistrée depuis environ deux ans.

45. En dépit d'initiatives paraissant indiquer que les tenants de la philosophie de l'ordre établi commencent à voir leurs erreurs, la plupart de ceux dont cette philosophie sert les intérêts demeurent sûrs d'eux et inconscients des changements qui se préparent. Ainsi, même s'il est désormais clair que l'équilibre des forces militaires au Moyen-Orient s'est sensiblement déplacé en faveur des Arabes, Israël et ses partisans continuent à se conduire comme s'il ne s'était rien passé. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment l'Etat sioniste harcèle le Liban.

46. La situation est comparable en Afrique du Sud, où les fascistes boers ont déclaré que les inévitables transformations qui se produisent dans les territoires occupés par les Portugais ne changeaient rien à l'état de choses existant. Si bien que leur oppression à l'encontre des Africains ne s'est nullement ralentie. De même, le régime rebelle de M. Smith vient de se lancer dans une nouvelle phase d'activités répressives contre le peuple du Zimbabwe, et le Portugal lui-même commence à prendre quelques mesures rétrogrades par rapport à ce que l'on croyait être l'établissement de relations plus éclairées avec l'Afrique.

47. La philosophie de l'ordre établi s'accroche si farouchement qu'il y a lieu de craindre pour l'avenir du monde. Si l'on a tiré la leçon des nombreux troubles dont le monde est le théâtre, on sait qu'il est grand temps d'instaurer un nouvel ordre économique. La génération actuelle se doit à elle-même et doit plus encore aux générations futures de prendre des mesures immédiates pour corriger la structure actuelle des relations économiques entre les nations et les peuples.

48. M. Osanya-Nyeneque se félicite du rapport du CPD sur sa dixième session (E/5478), dont certaines parties se rapprochent beaucoup de la ligne de pensée de l'OUA. Le Comité a justement observé, au paragraphe 104, que la répartition extrêmement inégale des richesses et du potentiel de production entre les pays exige une restructuration de la coopération internationale, en vue d'accélérer sensiblement les progrès des régions les plus pauvres du monde et d'assurer ainsi un développement plus pacifique et plus rationnel de l'ensemble des nations, la plupart des événements qui se sont produits récemment sur le plan mondial et qui posent des problèmes graves et dangereux n'ayant fait que confirmer cette constatation.

49. L'OUA souscrit entièrement à l'observation formulée par le Comité au paragraphe 105, à savoir qu'il est nécessaire d'empêcher que cette situation nouvelle ne dégénère en une confrontation entre pays avancés et pays en voie de développement. Au paragraphe 107, le Comité fait aussi justement observer que le choix fondamental est

maintenant entre une coopération accrue au niveau mondial fondée sur l'intérêt à long terme bien compris de toutes les nations, et la perspective de conflits de plus en plus menaçants. L'OUA croit aussi que le choix dépend essentiellement des pays développés, puisque ceux-ci contrôlent une grande partie des ressources du monde et de son potentiel technologique; elle estime, comme le Comité, que la solution devrait être recherchée en commun, dans un cadre nouveau qui tienne compte des besoins de développement des pays pauvres et des limites imposées par la pénurie possible de ressources naturelles non renouvelables.

50. La mise en garde formulée par le Comité au paragraphe 110 du rapport, à savoir que, pour instaurer une nouvelle division internationale du travail, il faudra effectuer des modifications de structure qui porteront grandement préjudice à certains intérêts et groupes particuliers, mérite d'être examinée par le Conseil avec la plus grande attention, en particulier à propos des points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour; cette mise en garde s'adresse tout particulièrement aux tenants de la philosophie de l'ordre établi. Le Comité a donc raison d'ajouter que les gouvernements des pays développés devront faire preuve à cet égard de beaucoup de ressources et d'habileté et que, pour atteindre cet objectif, il faudra modifier profondément les mécanismes classiques de l'aide financière, de l'assistance technique et du commerce, tout en explorant les possibilités de coopération industrielle dans des domaines nouveaux.

51. L'OUA est modérément optimiste à ce sujet, ne perdant pas de vue l'hypothèse plus réaliste et vraisemblable selon laquelle les pays développés, allant à contre-courant des affaires mondiales, n'agiraient pas dans le sens des intérêts de toute l'humanité. En pareil cas, il appartiendrait aux pays en voie de développement d'élaborer un plan d'urgence pour agir seuls. Le succès de ce plan exigerait naturellement l'établissement, entre pays en voie de développement, d'une collaboration plus poussée dans tous les domaines. Comme l'a justement observé le CPD dans son rapport (*ibid.*, par. 102), les pays en voie de développement devraient compléter l'action menée au niveau mondial par les organisations intergouvernementales en créant des institutions chargées de promouvoir l'échange d'informations technologiques et scientifiques, à l'intérieur de leurs propres régions, comme d'une région à l'autre, et d'obtenir pour les diverses régions des informations analogues provenant des pays industrialisés.

52. Peut-être est-ce là, en définitive, le seul moyen de permettre au tiers monde dans son ensemble de faire la percée économique qu'on ne peut réellement espérer tant que de nouveaux centres industriels et financiers ne se seront pas créés dans le tiers monde. Mais cela dépend étroitement du succès de la coopération et de l'intégration économiques entre pays en voie de développement. Si l'on adopte ce point de vue, on peut dire que l'avenir du tiers monde est en grande partie entre ses mains. Or jamais les conditions n'ont été plus favorables à une coopération effective et à une promotion de l'intégration économique entre pays du tiers monde.

53. Pour l'OUA, c'est sous cet angle que la crise de l'énergie, en révélant les insuffisances de l'ordre économique international actuel, pourra être, en fin de compte,

une bénédiction. Mais ce ne sera une bénédiction pour le monde en voie de développement que s'il tire parti des événements pour forger de nouveaux liens économiques et renforcer ceux qui existent. Le tiers monde ne devra donc s'en prendre qu'à lui-même s'il laisse échapper cette occasion unique.

54. M. LONG (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) signale que, depuis sa dernière déclaration au Conseil, les ministres du GATT réunis à Tokyo en septembre 1973 ont adopté à l'unanimité la Déclaration qui est à l'origine des négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT.

55. La Déclaration de Tokyo, qui confirme la volonté et le désir des gouvernements de rechercher, par la coopération et la négociation, des solutions aux problèmes qui se posent dans les relations commerciales internationales, est un acte politique dont l'importance considérable a été soulignée par les récents événements économiques. Aujourd'hui, il convient de se demander quel sera le rôle des négociations commerciales multilatérales dans le contexte économique actuel et de quelle façon ces négociations contribueront à résoudre les problèmes existants et à atténuer les frictions dans les relations économiques internationales.

56. Les distorsions de l'économie mondiale, dues notamment aux perturbations monétaires, au taux élevé d'inflation, à la pénurie de certains produits de base essentiels et aux difficultés de balance des paiements qui en résultent, créent de graves problèmes pour tous les pays et plusieurs des pays en voie de développement les plus touchés sont au bord de la ruine économique. Ces faits, qui continuent à faire l'objet de nombreuses discussions internationales, placent les organisations internationales et l'ensemble de la communauté mondiale devant une tâche exceptionnellement difficile. Si l'on ne réussit pas à redresser la situation, la confusion qui règne dans les relations économiques internationales s'en trouvera presque certainement accrue.

57. Les négociations commerciales multilatérales offrent un moyen efficace d'échapper au grave danger résultant de l'instabilité actuelle de l'économie mondiale, comme en témoigne le communiqué du Comité des Vingt du FMI, en date du 13 juin 1974², dans lequel les membres demandent instamment que les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT continuent à être considérées comme une question prioritaire.

58. Dans les conditions actuelles, l'un des buts essentiels des négociations est de maintenir et d'améliorer le système commercial et d'éviter le préjudice qui serait porté aux relations commerciales internationales si les pays étaient tentés de se cantonner dans le nationalisme économique. Une politique d'inertie et de laisser-aller serait dangereuse. Les négociations donnent l'occasion d'examiner dans un cadre multilatéral les problèmes qui se posent à toutes les nations commerçantes en vue d'endiguer les pressions protectionnistes et de lutter contre l'inflation.

59. On invoque parfois le fait que certains des problèmes touchent des secteurs ou des intérêts nationaux de nature si délicate ou subtile qu'ils ne peuvent guère être résolus de façon satisfaisante dans le cadre de négociations multilatérales. A cet égard, les négociations ayant abouti à l'Arrangement concernant le commerce international des textiles, menées au GATT vers la fin de 1973, devraient être un puissant encouragement. Le secteur des textiles est sans contredit l'un des plus délicats dans les relations industrielles internationales. Au cours des dernières années, les problèmes dans ce secteur ont engendré des frictions et des heurts entre les pays et constitué une grave menace pour les relations commerciales, voire dans certains cas pour les relations politiques. Le fait qu'il ait été possible, au moment où sévissait une grave crise économique internationale, de conclure et d'appliquer un accord auquel les pays en voie de développement et les pays nantis ont participé en vue de libéraliser et d'accroître leur commerce de textiles est de bon augure et prouve qu'aucun problème commercial n'est insoluble lorsqu'il y a volonté politique, courage et désir de coopération internationale.

60. Il ne fait aucun doute que les pays en voie de développement s'intéressent réellement aux négociations commerciales multilatérales, les abordent de façon constructive et espèrent qu'elles serviront leurs intérêts commerciaux et contribueront à régler leurs problèmes. A cet égard, il convient de rappeler certains des engagements pris solennellement par les gouvernements, vis-à-vis de ces pays, aux termes de la Déclaration de Tokyo.

61. Les négociations doivent viser essentiellement à obtenir des avantages supplémentaires pour le commerce international des pays en voie de développement, afin de permettre à ces pays d'augmenter sensiblement leurs recettes en devises, de diversifier leurs exportations, d'accélérer le développement de leurs échanges et de participer davantage à l'expansion du commerce mondial, ainsi que d'assurer une meilleure répartition entre pays développés et pays en voie de développement des bienfaits de cette expansion. Ces buts doivent être atteints en améliorant considérablement les conditions d'accès au marché des produits qui intéressent les pays en voie de développement et en adoptant, au besoin, des mesures propres à établir des prix stables, équitables et rémunérateurs pour leurs matières premières.

62. Tout au long du texte, la Déclaration de Tokyo insiste particulièrement sur les problèmes et intérêts spéciaux des pays en voie de développement : traitement des produits tropicaux en tant que secteur spécial et prioritaire, nécessité de maintenir et d'améliorer le système généralisé de préférences et d'appliquer aux pays en voie de développement des mesures différentielles leur accordant un traitement spécial et plus favorable, renonciation expresse des pays nantis à la réciprocité pour les engagements qu'ils prennent en faveur des pays en voie de développement et procédures spéciales pour les négociations entre pays riches et pays en voie de développement, pour ne mentionner que quelques exemples.

63. Pour se préparer aux négociations commerciales multilatérales, les pays en voie de développement peuvent, s'ils le désirent, faire appel aux services du secrétariat du

² FMI, communiqué de presse No 74/32, du 13 juin 1974.

GATT. Un grand nombre de pays en voie de développement ont déjà utilisé ces services. Le GATT donne actuellement un cours sur les négociations, que suivent de hauts fonctionnaires des pays en voie de développement chargés de formuler et de diriger la politique commerciale.

64. M. Long rappelle qu'en 1973 il a mentionné devant le Conseil (1869^{ème} séance) les multiples aspects du développement économique, parmi lesquels figure le commerce. Les événements récents ont soulevé de nouveaux problèmes fondamentaux étrangers au domaine commercial, auxquels sans aucun doute le Conseil et les organisations internationales intéressées accorderont sans délai toute l'attention voulue. Pour sa part, le GATT a l'intention d'accomplir le plus rapidement possible, dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, les tâches importantes qui lui incombent. M. Long est convaincu que le succès des négociations, plus particulièrement l'exécution des engagements en faveur des pays en voie de développement contenus dans la Déclaration de Tokyo, contribuera beaucoup à la réalisation du Programme d'action adopté par l'Assemblée générale lors de sa sixième session extraordinaire.

65. Depuis l'adoption de la Déclaration de Tokyo en septembre 1973, les préparatifs en vue des négociations commerciales multilatérales ont progressé et les travaux techniques préalables à l'ouverture des négociations sont maintenant pour ainsi dire terminés. Le Comité des négociations commerciales, chargé d'établir des plans détaillés des négociations et de surveiller, le moment venu, leur application, travaille depuis octobre 1973, et 90 gouvernements environ, dont les deux tiers environ sont des gouvernements de pays en voie de développement, participent à ses activités.

66. Le GATT espère que tous les participants aux négociations recevront bientôt les pouvoirs nécessaires, conformément à leurs procédures constitutionnelles, afin qu'on puisse tirer le parti maximal de l'occasion qu'offrent ces négociations de renforcer le système commercial multilatéral, de promouvoir les échanges mondiaux et de contribuer au renversement de la tendance défavorable actuelle de l'économie internationale.

67. M. EL-ERIAN (Egypte) tient, au moment où l'Egypte redevient membre du Conseil économique et social, à insister sur l'importance que son pays a toujours accordée aux travaux du Conseil en tant que principal organe chargé de mettre en œuvre le paragraphe 3 de l'Article premier de la Charte des Nations Unies. Il voit avec satisfaction que, grâce à sa composition, le Conseil a désormais un caractère plus représentatif.

68. La session en cours se tient à un moment crucial de l'histoire du monde et les tâches multiples et complexes qui incombent au Conseil ont été fort bien résumées par le Président dans sa déclaration liminaire (1900^e séance).

69. La tendance à la détente qui s'est maintenue depuis la cinquante-cinquième session du Conseil a suscité des espoirs de paix et de coopération internationales et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est entrée dans la phase délicate de l'élaboration de ses documents finals.

70. La guerre d'octobre, au Moyen-Orient, en montrant le caractère explosif d'une situation fondée sur l'occupation illégale de territoires et le mépris des droits légitimes des peuples, a rappelé de façon inquiétante que les menaces qui pèsent constamment sur la paix dans cette région pouvaient provoquer un conflit mondial. La convocation de la Conférence de la paix et le dégagement militaire, conformément à la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité, ont permis d'espérer qu'il serait possible de rétablir la paix au Moyen-Orient mais, malheureusement, les événements récents, dont les raids effectués sur des camps palestiniens au sud du Liban, prouvent que la leçon de la guerre d'octobre n'a pas été pleinement comprise. Les efforts déployés en vue de parvenir à un règlement pacifique ont de nouveau été compromis. M. El-Erian sait gré à l'observateur de l'OUA d'avoir rappelé au Conseil que la situation au Moyen-Orient et dans d'autres régions d'Afrique où les droits de l'homme ne sont pas respectés empêchent de se consacrer à l'œuvre de développement économique puisqu'il faut être prêt à repousser l'agression.

71. De nombreux orateurs ont souligné que les termes défavorables de l'échange, en particulier pour les produits de base, avaient des effets négatifs sur la croissance économique des pays en voie de développement. L'ordre économique actuel tend essentiellement à empêcher une dépression comme celle qui a précédé la seconde guerre mondiale, et non à favoriser l'essor économique. Bien que le problème intéresse tous les pays, les besoins de développement du tiers monde sont les plus urgents et il est logique que ces pays cherchent à s'assurer une juste part du commerce international, de façon à tirer le maximum de profit de la vente de leurs matières premières. Ils doivent donc jouer le rôle qui leur revient de droit dans la répartition des produits de base et la fixation des prix.

72. La réforme du système monétaire international revêt aussi une importance capitale pour la croissance économique et les mesures prévues à ce sujet dans le Programme d'action adopté par l'Assemblée générale lors de la sixième session extraordinaire doivent être rapidement et pleinement mises en œuvre.

73. Ce Programme et la Déclaration qui l'accompagne ont été adoptés à l'unanimité. La délégation égyptienne estime qu'il devrait être possible d'instituer un ordre économique nouveau fondé sur la justice et la coopération mutuelle en donnant la suite qui convient à ces deux documents. Elle attache également une grande importance à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et approuve l'initiative prise par le Mexique à cet égard.

74. Lorsqu'on a défini la Stratégie internationale du développement, on a prévu la possibilité d'adopter de nouvelles politiques et de nouveaux objectifs adaptés aux circonstances. C'est pourquoi l'Assemblée générale a décidé que la Stratégie ferait l'objet d'un examen biennal. A ce propos, M. El-Erian appelle l'attention sur les idées avancées dans le rapport préliminaire du Secrétaire général concernant la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale (E/5536) qui se tiendra en 1975.

75. La délégation égyptienne estime que la tâche essentielle du Conseil, à la présente session, est d'assurer l'application des décisions prises à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Comme les autres représentants du tiers monde, il attache une grande importance au principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles.

76. En ce qui concerne les activités des sociétés multinationales, l'aspect principal de ce problème complexe est l'intervention des organismes des Nations Unies. Il est grand temps de prendre des mesures au niveau international. Etant donné l'importance et la diversité des activités des sociétés multinationales et la répugnance de ces dernières à fournir des renseignements, il faut se féliciter de l'établissement d'un rapport sur la question. Le Conseil devrait examiner de façon approfondie les recommandations faites dans ce rapport par le Groupe de personnalités chargé de ce travail (E/5500/Add.1), particulièrement en ce qui concerne la proposition tendant à créer un mécanisme et un centre de recherche sur le plan international. L'élaboration d'un code de conduite est une suggestion utile. De l'avis de la délégation égyptienne, le dispositif international devrait prendre la forme d'un organisme intergouvernemental, assisté par des experts, au sein duquel les organes compétents des Nations Unies seraient représentés puisque le mandat qui serait confié à cet organisme présuppose un dialogue entre les sociétés multinationales et les gouvernements.

77. En suivant le débat général, M. El-Erian a noté que, quelles que puissent être les divergences d'opinion sur les moyens, il y avait accord général sur les problèmes urgents découlant de la situation actuelle. Les points figurant à l'ordre du jour du Conseil peuvent être répartis en trois catégories : premièrement, les points ordinaires qui sont inscrits chaque année à l'ordre du jour; deuxièmement, les points relatifs à des problèmes urgents, comme les points 10, 11 et 12, qui impliquent l'adoption par le Conseil de mesures d'urgence particulières; enfin, le point 6 relatif à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale et les points connexes intéressant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la notion de sécurité économique collective. Les points de la troisième catégorie représentent la tâche fondamentale pour la session en cours. Ils exigent une réévaluation des activités, y compris l'inventaire de ce qui a déjà été réalisé : le Conseil a fait un excellent travail qu'il ne faut pas sous-estimer. Le Conseil doit ensuite déterminer les mesures d'urgence à prendre et, enfin, il doit arrêter son programme d'action futur. Le Conseil se réunit, fort heureusement, après la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, où les principes du nouvel ordre économique ont été énoncés, et après la réunion à Mexico du Groupe de travail de la CNUCED qui a rédigé le texte final de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Il incombe au Conseil de préciser la notion de sécurité économique collective. La Charte des Nations Unies contient les éléments de cette notion, mais elle n'en définit pas les aspects institutionnels de façon précise. Le Conseil a déjà adopté un certain nombre de mesures qui sont autant de jalons dans ce domaine mais, comme d'autres orateurs l'ont souligné, les mesures particulières et fragmentaires adoptées dans le

passé doivent maintenant être intégrées dans une théorie globale et un programme planifié.

78. M. El-Erian réaffirme la foi de son pays en l'idéal qui anime le Conseil et son désir de coopérer avec tous les membres. Jamais auparavant le monde n'a connu d'aussi grands périls, mais les forces qui s'y exercent actuellement, bien qu'elles puissent l'amener à la catastrophe, peuvent également, si elles sont organisées de façon constructive, l'entraîner au-delà des rêves les plus audacieux de l'humanité.

79. M. ROUGÉ (France) dit que le débat général a été intéressant et utile mais que la délégation française a certaines réserves à formuler en ce qui concerne les interventions des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies. Il ne veut critiquer ni les personnes ni les institutions que ces dernières représentent, mais, à son avis, c'est au Comité de coordination des politiques et des programmes que doivent être présentées les observations sur les rapports annuels de ces institutions. Les interventions faites au cours du débat général doivent avoir trait aux sujets qui sont examinés et il aurait été bon que les représentants d'organisations telles que le FMI, la BIRD et la FAO saisissent l'occasion pour donner au Conseil l'opinion de leurs experts sur l'évolution récente dans leurs domaines respectifs. M. Rougé espère qu'en 1975 les chefs de secrétariat interviendront plus tôt dans le débat général et que, dans l'esprit du nouvel ordre économique, ils faciliteront les travaux du Conseil en lui communiquant les informations les plus récentes.

80. M. FRAZÃO (Brésil) dit que lui-même et sans doute beaucoup d'autres représentants partagent les vues exprimées par le représentant de la France. Le Conseil a l'obligation précise de mettre en œuvre le Programme d'action et des méthodes nouvelles sont nécessaires pour lui permettre de le faire. S'il ne dispose pas des renseignements demandés par le représentant de la France, il ne pourra pas sortir du domaine de la pure rhétorique. Il ne peut pas non plus assumer ses responsabilités de façon satisfaisante s'il ne tient que deux sessions par an. Pour l'instant, il ne peut qu'examiner de façon sommaire la volumineuse documentation dont il est saisi. Il ne suffit pas que ses membres entendent des déclarations. Ce qu'il faut c'est instituer un dialogue et parvenir à un consensus. Les méthodes actuelles ne laissent pas suffisamment de temps pour un tel débat, qui est primordial.

81. A l'heure actuelle, les problèmes mondiaux sont nettement plus complexes que lorsque le Conseil a été créé et pourtant les méthodes de cet organe sont restées inchangées. Le Conseil n'a ni groupes de contact ou organes de négociation, ni moyens efficaces de communication. Il entend une succession de déclarations qui ne lui permettent pas de procéder à un examen véritable. Au Comité de coordination des politiques et des programmes, il y a 44 orateurs inscrits pour un seul point de l'ordre du jour.

82. Le Conseil devrait être en mesure de siéger toute l'année, à un niveau politique élevé, et avoir des pouvoirs de direction plus étendus. En l'absence de changements dans ce sens, le Programme d'action restera lettre morte.

83. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que le représentant du Brésil est allié au cœur du problème que le secrétariat doit résoudre lorsqu'il s'efforce de fournir au Conseil des services efficaces. Pour la plupart des documents de la cinquante-septième session, il a été impossible de respecter la règle des six semaines parce que les services compétents du secrétariat étaient employés à pleine capacité, tout changement dans l'ordre des priorités perturbant, par ailleurs, l'organisation générale d'établissement de la documentation. Par exemple, il a fallu donner la priorité absolue aux documents de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ce qui a eu pour résultat de retarder la publication d'autres documents, dont certains relatifs à la session du Conseil. En même temps, on a dû s'efforcer de produire un certain nombre de documents pour la Conférence mondiale de la population, pour la Conférence sur le droit de la mer et pour d'autres organes des Nations Unies.

84. M. Cordovez veut surtout faire ressortir le fait que les documents présentés au Conseil, quels qu'ils soient, sont publiés à la demande du Conseil lui-même ou d'autres organes intergouvernementaux. Il appartient donc au Conseil et à ces organes d'apporter tous les changements qui pourraient être nécessaires dans les méthodes de travail du Conseil, y compris le programme des réunions.

85. Le Secrétariat a dressé un état récapitulatif des documents qu'on lui a demandé de publier pour la session

en cours. Les documents établis par le seul secrétariat du Conseil ont représenté 3 470 pages — à 100 dollars la page au minimum. Pour la session en cours, 41 documents, comportant de 1 à 66 pages, ont été présentés en rapport avec un seul point de l'ordre du jour. Une expédition de documents de New York à Genève a représenté 11 tonnes et demie, et tous ces documents étaient prévus par des décisions d'organes délibérants, le secrétariat étant par conséquent tenu de les publier. Il appartient donc au Conseil d'adopter les nouvelles méthodes auxquelles le représentant du Brésil a fait allusion.

86. Le secrétariat fournira volontiers tous les renseignements concrets voulus au sujet des difficultés techniques qu'il rencontre et il serait heureux de pouvoir formuler des observations détaillées sur l'ensemble du problème, éventuellement devant le Comité de coordination des politiques et des programmes.

87. M. FRAZÃO (Brésil) dit qu'il aimerait avoir un tableau contenant les chiffres que le Secrétaire du Conseil a donnés.

88. Le PRÉSIDENT indique que le Conseil reviendra sur la question soulevée par les représentants de la France et du Brésil en temps opportun et lors de l'examen d'un point correspondant de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 40.

1912^e séance

Judi 11 juillet 1974, à 15 h 15

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1912

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (fin) [E/5479, E/5486, E/5490, E/5502, E/5517, E/5521 et Add.1 à 3, E/5532 et Corr.1]

1. M. KACIMAIWAI (Fidji) estime le moment opportun pour réexaminer la responsabilité des nations en ce qui concerne le progrès social et économique des peuples. Il faut d'urgence harmoniser les nombreux aspects de l'économie mondiale et résoudre les problèmes sociaux et économiques chroniques que connaissent les pays en voie de développement. Il faut également stimuler la croissance économique en développant les moyens et les institutions propres à accélérer la production des pays en voie de développement les moins avancés, trouver des solutions aux problèmes économiques des pays en voie de développement sans littoral, ainsi qu'à ceux des petits pays insulaires en voie de développement qui sont handicapés du fait de leur situation géographique. Mais pour que les travaux du Conseil donnent des résultats positifs, il est nécessaire que

les déclarations d'intention soient suivies d'une action collective concertée, conforme à la philosophie de la sécurité économique collective. A cette fin, il faut que les délégations participent au débat avec un sens complet de leurs responsabilités, non pas seulement à l'égard de leur propre pays, mais à l'égard de toutes les nations. La délégation de Fidji espère que les nations qui disposent de la puissance économique dans le monde d'aujourd'hui ne chercheront pas simplement à infléchir l'évolution économique mondiale dans le sens de leur intérêt afin d'étendre encore davantage leur influence.

2. Le succès ne sera possible que moyennant une coopération internationale effective et la reconnaissance de l'interdépendance des économies de toutes les nations. Il devra être fondé sur la ferme volonté politique de mettre au point et d'appliquer un programme d'action économique permettant d'atteindre au moins le minimum acceptable sur l'ensemble des objectifs des nations en voie de développement. La sécurité économique collective ne pourra être instaurée que moyennant des concessions et une compréhension mutuelle au niveau international, le dévouement à